

Le néolibéralisme et la démocratie dégradée

vendredi 12 mars 2021, par Michel Cabannes

Alors que l'aspiration des peuples à la liberté se développe à travers le monde, la démocratie traverse pourtant une crise dans les pays où elle est implantée depuis longtemps. On redécouvre sa fragilité à mesure que s'estompent les illusions de la fin de l'histoire (F. Escalona, 2019). La dégradation se traduit notamment par la fracture entre le « peuple » et les « élites », la défiance croissante envers la politique et les institutions, l'essor des courants populistes et l'émergence de « démocraties illibérales ». Divers travaux soulignent la gravité de cette crise : C. Crouch (2013) évoque la post-démocratie, J.-C. Kauffman (2019) envisage la fin de la démocratie et Y. Mouk (2018) souligne une opposition entre le peuple et la démocratie. Les régressions de la démocratie sont-elles liées aux mutations économiques d'inspiration néolibérale depuis les années 1980 ? C'est le point de vue notamment des auteurs de « L'âge de la régression » (H. Geiselberger et *ali*, 2017) et de Wendy Brown (2019).

Le néolibéralisme est le mode de gestion du capitalisme qui vise à libérer les forces du marché des contraintes collectives en utilisant la compétition comme principe d'ordre de la société, ce qui inclut la libéralisation des marchés et la réduction des budgets publics et sociaux. Comme il ne croit pas à l'autorégulation du marché, à la différence du libéralisme économique, il implique des interventions publiques au service du marché tout en excluant les autres. Le néolibéralisme englobe plusieurs courants (ordo-libéralisme, libéralisme autrichien, monétarisme anglo-saxon, école des choix publics, etc.) (S. Audier, 2012). Mais ce qui les unit est plus important que ce qui les divise : la dénonciation du collectivisme sous toutes ses formes (J. Solchany, 2012). Le projet néolibéral a été mis en œuvre en réaction à la crise structurelle du capitalisme des années 1970. Il se heurte toutefois à de fortes résistances de la société, qui sont bien plus efficaces pour défendre l'État social, surtout en Europe, que pour s'opposer à la libéralisation des marchés et à la généralisation de la compétition.

On savait déjà que le libéralisme économique n'allait pas nécessairement de pair avec le libéralisme politique. L'expérience récente montre que le néolibéralisme génère directement et indirectement une dégradation de la démocratie. Sa responsabilité est engagée à double titre : c'est nécessairement un facteur de réduction de la souveraineté du peuple (I) ; c'est généralement un facteur de fragilisation de la démocratie (II).

I. Le néolibéralisme et la réduction de la souveraineté du peuple

Les rapports entre néolibéralisme et souveraineté du peuple sont conflictuels en théorie et en pratique, ce qui ouvre la voie à des dérives vers un libéralisme autoritaire.

1. Les idées néolibérales réfractaires à la souveraineté du peuple

Nombre de penseurs néolibéraux ont exprimé un malaise plus ou moins profond à l'encontre des systèmes politiques fondés sur la volonté populaire. La plupart de ces auteurs préconisent de borner le processus démocratique (S. Caré et G. Châton, 2016).

L'ordo-libéralisme

Les fondateurs de l'ordo-libéralisme au début des années 1930 dénonçaient l'extension du rôle de l'État sous la pression des « forces chaotiques de la masse ». Walter Eucken déplorait que l'« État économique interventionniste » n'ait cessé d'étendre ses prérogatives sous l'effet des « groupes économiques », des ouvriers syndiqués et des entrepreneurs protectionnistes. Alexander Rustow critiquait l'interventionnisme et le « subventionnisme » d'un État faible, devenu la proie des groupes d'intérêt dans la démocratie parlementaire ; il plaidait pour un État fort incarnant « l'autorité » et la « direction ». Franz Bohm critiquait l'impuissance de la machinerie parlementaire, la division de la nation en partis, classes et groupes d'intérêt opposés à toute action résolue sous la République de Weimer. Wilhelm Ropke incriminait dès les années 1940 le principe de la souveraineté populaire, jugeant que la détermination du gouvernement par le peuple se révélait problématique en pratique. Il jugeait nécessaire de restreindre le périmètre du principe démocratique (J. Solchany, 2016).

Friedrich Hayek

D'après Hayek, le principe démocratique est un obstacle au progrès car il bride la liberté dans ses potentialités créatrices. La règle de la majorité doit déboucher sur une société stagnante où domine la servitude. La démocratie devient une absurde caricature si elle se change en un gouvernement illimité. Il est fatal qu'elle veuille généraliser la règle majoritaire. La démocratie engendre un gouvernement qui est le jouet des

intérêts particuliers. L'auteur dénonce aussi la croissance des groupes d'intérêts dans le but de drainer pour leurs membres le plus possible de faveurs gouvernementales. Il exprime clairement ses réserves sur la démocratie : « Je dois admettre franchement que si la démocratie veut dire gouvernement par la volonté arbitraire de la majorité, je ne suis pas démocrate ; je considère même un tel gouvernement comme pernicieux et, à la longue, impraticable » (F. Hayek, 1983). Pour Hayek, il faut limiter les attributions des gouvernements démocratiques sous influence des groupes de pression. Son modèle de constitution, un système à trois étages d'organismes représentatifs, contient des garde-fous pour éviter les pressions des intérêts organisés ou des organisations politiques (J. Solchany, 2016).

L'influence de Karl Schmidt : le « libéralisme autoritaire »

Au début des années 1930, le juriste allemand dénonçait un « État total » devenu obèse en raison de sa faiblesse politique le rendant incapable de résister aux exigences des groupes de pression. Avant son ralliement au régime nazi, il préconisait un État militaro-médiatique fort et respectueux de la libre entreprise, c'est à dire un « libéralisme autoritaire » d'après son détracteur Herman Heller (G. Chamayou, 2018, 2020).

Karl Schmidt a influencé les fondateurs du néolibéralisme. Walter Eucken se référait à lui dans sa critique de l'État interventionniste jugé comme un État faible. Alexander Rustow dénonçait aussi un État dont le pluralisme le rendait vulnérable aux groupes d'intérêt. Friedrich Hayek reprenait explicitement l'analyse de Schmidt de la faiblesse du gouvernement omnipotent démocratique dans la République de Weimar.

Autres courants néolibéraux

Louis Rougier, le premier des néolibéraux français, déplorait que « la politique économique budgétaire et monétaire des États » se fasse « sous la pression des masses électorales ». Hostile au « règne des masses », il jugeait que « l'art de gouverner » est « une chose éminemment aristocratique qui ne peut être exercé que par des élites » (L. Rougier, 1949).

James Buchanan, théoricien de l'école du « Public choice » aux États-Unis, a dénoncé la signification totalitaire de la démocratie illimitée. Sa théorie conduit à la nécessité de limiter l'exercice de la démocratie majoritaire. Il a préconisé des dispositifs institutionnels pour contraindre la liberté des politiques publiques et peser sur la croissance de l'État.

Les intervenants au congrès de la Société du Mont Pèlerin à Viña del Mar au Chili en 1981 ont exprimé abondamment leur méfiance envers la démocratie, leur hostilité à la « démocratie illimitée » (J. Solchany, 2016).

Le rapport pour la Commission Trilatérale (1975)

Le rapport sur « La crise de la démocratie » (S. Huntington, M. Crozier, J. Wanatuki, 1975) voyait dans l'excès de démocratie la source de fragilisation de l'État : « Des groupes sociaux marginaux, les Noirs par exemple, participent maintenant pleinement au système politique. Et le danger demeure de

surcharger le système politique d'exigences qui étendent ses fonctions et sapent son autorité ». Il préconisait de limiter la démocratie : « Nous en sommes arrivés à reconnaître qu'il y a des limites potentiellement désirables à la croissance économique. Il y a aussi des limites potentiellement désirables à l'extension indéfinie de la démocratie ».

2. Des politiques économiques délibérément sous contraintes

La libéralisation des marchés et les normes institutionnelles néolibérales conjuguent leurs effets pour contraindre les politiques économiques.

Les contraintes des marchés libéralisés sur les politiques

La mondialisation commerciale contraint les politiques en imposant l'objectif de compétitivité tandis que la mondialisation financière soumet les politiques à l'appréciation des marchés financiers. « La libéralisation des mouvements de capitaux constitue une arme fabuleuse contre le contrat social. Elle peut être très efficacement utilisée pour saper tout effort de la puissance publique visant à promouvoir les mesures progressistes » (N. Chomsky, 1998). D'après Dani Rodrik, il existe un « trilemme de l'économie mondiale » : « La démocratie, la souveraineté nationale et une intégration poussée sont mutuellement incompatibles. Il est possible de combiner deux des trois possibilités, mais il n'est jamais possible d'avoir les trois simultanément et entièrement » (D. Rodrik, 2008).

Il est important de préciser que cette libéralisation a été décidée par les États eux-mêmes dans les années 1970-1980 (M. Farah, 2020). La contrainte des marchés est voulue par les néolibéraux : « Si une liberté voit son champ rétréci, c'est celle de conduire des politiques irresponsables (...). Les marchés veillent. Le droit à l'erreur n'existe plus. Ne nous lamentons pas sur la perte d'une liberté qui n'est que celle de l'incompétence et de la démagogie. Tenons surtout que cette discipline accrue protège le monde contre les effets pervers des politiques de facilité, où qu'elles soient menées » (M. Camdessus, ex-directeur du FMI, 1997).

Le néolibéralisme incorpore des engrenages entre politiques qui fondent sa dynamique et qui peuvent expliquer sa forte résistance aux crises. « La stratégie de réformes libérales (est) conçue comme un engrenage où chaque réforme a deux objectifs : d'une part, respecter une contrainte (ou saisir une opportunité) de la mondialisation, et d'autre part créer une nouvelle contrainte réduisant la marge de manœuvre des autorités publiques (...). À ces engrenages de l'interventionnisme (de Hayek), la stratégie libérale a opposé des engrenages libéraux où toute libéralisation fait ressentir le besoin d'une autre libéralisation » (J. Coussy, 2003).

La modulation du cadre institutionnel des politiques

D'une part, des contraintes institutionnelles limitent la marge de manœuvre des politiques. Les normes budgétaires des traités de l'Union européenne (déficits publics et dette publique plafonnés

en pourcentage du PIB) encadrent les politiques budgétaires nationales dans la logique de l'ordo-libéralisme. « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens » (J.-C. Juncker, ex-président de la Commission européenne). Dans de nombreux accords commerciaux internationaux récents, les firmes multinationales peuvent attaquer les États devant les tribunaux d'arbitrage si leurs intérêts sont mis en cause.

D'autre part, des dispositions nationales sont prévues pour éloigner les instances de décision économique des pressions populaires. C'est le cas de l'indépendance des banques centrales vis-à-vis des pouvoirs politiques nationaux, en particulier celle de la Banque centrale européenne dans la zone euro. C'est aussi le cas au plan national du renforcement du pouvoir exécutif par rapport au pouvoir législatif et de la multiplication des agences qui éloignent la régulation de l'influence des décideurs politiques.

3. Les biais anti-démocratiques des politiques néolibérales

Un biais anti souveraineté populaire structurel

Il existe nécessairement un écart important entre les politiques néolibérales et les politiques liées aux attentes de la majorité politique. « Je pense que le libéralisme politique, si on définit ainsi le système électoral, parlementaire, de compétition pour l'exercice du pouvoir, conduit de manière presque fatale à un système d'économie partiellement dirigé et partiellement socialiste » écrivait Raymond Aron (1997). Ce constat reste vrai au moins pour les pays européens : la majorité de la population est attachée à une économie incluant une certaine égalité et une protection sociale importante pour la sécurité économique. Or les politiques néolibérales rapprochent l'économie de la logique du marché et l'éloignent de l'économie mixte préférée par la majorité politique. Elles impliquent des inégalités des revenus plus fortes, des inégalités territoriales plus grandes, un taux de chômage plus élevé, un salaire minimum plus faible et des taux d'imposition du capital et des riches plus faibles que ce qui est souhaité par la majorité politique.

Les politiques néolibérales ont un biais conformiste car elles tendent de plus en plus à se ressembler d'un pays à l'autre en raison de leurs contraintes communes. Elles sont également moins sensibles qu'auparavant aux changements politiques lors des consultations électorales. Elles sont notamment plus indépendantes de l'alternance entre les gouvernements de gauche et de droite. Elles tendent aussi à s'éloigner des programmes électoraux des partis politiques, d'où, bien souvent, un festival de promesses non réalisées de la part des gouvernants : par exemple la fin des paradis fiscaux, la ré-industrialisation, la relocalisation, la réduction du chômage ou la réduction des émissions des gaz à effet de serre. Tout cela génère des déceptions et de vives réactions des citoyens sur le plan politique !

Un biais autoritaire potentiel

Le besoin de recourir à l'autoritarisme est une fonction croissante du degré de libéralisme économique, car plus celui-ci est élevé, plus il s'éloigne de ce qui est voulu par la majorité politique. « Personnellement, je crois que si l'on voulait à l'époque moderne avoir un système économique libéral tel que le souhaiteraient M. Von Hayek et J. Rueff, il faudrait la dictature politique » écrivait Raymond Aron au sortir de la Seconde Guerre mondiale (R. Aron, 1997). Le cas extrême fut celui de la politique économique ultralibérale du régime de Pinochet au Chili, avec la participation des Chicago Boy's et la bénédiction de M. Friedman qui fit bénéficier le dictateur de ses conseils dans une lettre très explicite sur la nécessité d'un traitement de choc de l'économie (M. Friedman, 1975).

Même en démocratie, le néolibéralisme implique une certaine dose d'autoritarisme. La répression des actions syndicales a été forte dans les entreprises lors de la mise en place du néolibéralisme aux États-Unis dès les années 1970 (G. Chamayou, 2018). Elle s'est accentuée dans les années 1980 après l'arrivée au pouvoir de M. Thatcher et de R. Reagan, qui ont infligé deux grandes défaites au mouvement ouvrier (grèves des mineurs et des transports aériens respectivement).

Le besoin de recourir à l'autoritarisme dépend aussi de l'ampleur des contestations sociales des réformes et du degré de fermeté des gouvernants pour les appliquer. En France, dans le passé, des gouvernements ont renoncé à appliquer des réformes face à l'ampleur de la contestation (sous la présidence Chirac notamment). En revanche, depuis 2017, afin d'aligner la France sur la trajectoire néolibérale des pays concurrents, E. Macron maintient le cap des réformes face à des mouvements sociaux importants (ex. « Gilets jaunes », défense des retraites), ce qui favorise une dérive autoritaire (confrontations violentes lors des manifestations, lois restrictives de la liberté d'expression, etc.).

II. Le néolibéralisme et la fragilisation des principes démocratiques

Le néolibéralisme dégrade les conditions de la démocratie dans la société, ce qui suscite une fracture politique dans la population, qui peut dégénérer en dérives populistes.

1. La fragilisation des conditions de la démocratie

Les effets du néolibéralisme sur la société sapent le fondement égalitaire de la démocratie.

Le renforcement de la domination du capital

Les réformes néolibérales ont déséquilibré les rapports de forces au détriment des salariés. D'une part, elles ont créé deux machines très efficaces pour discipliner le salariat : la contrainte extérieure par l'impératif de compétitivité et la contrainte financière par l'impératif de rendement actionnarial. La

libéralisation des marchés et de la finance a réussi à réaligner la gestion des firmes sur les intérêts des actionnaires, et donc à subordonner la gestion du travail au maintien de la rentabilité financière. L'emploi et les salaires sont devenus en fait des variables d'ajustement pour stabiliser les rendements financiers.

D'autre part, les politiques néolibérales ont un biais structurel pro-capital : plus alignées sur la logique du marché que les politiques antérieures, elles privilégient les objectifs d'attractivité des territoires et de compétitivité des produits et des entreprises. Elles ont nécessairement un biais sélectif en faveur de la reproduction des rapports de production capitalistes.

La revanche des détenteurs de capitaux s'est produite dès les années 1980, comme l'a montré la chute de la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises dans les grands pays développés. Cela a marqué aussi le début du reflux du pouvoir syndical avec notamment la baisse du taux de syndicalisation et la réduction du nombre de jours de grève.

La fracturation sociale de la société

La libéralisation des marchés a entraîné la mondialisation qui a accru les inégalités entre les salariés, et la financiarisation qui a fait exploser les revenus financiers. La concurrence fiscale entre les États a aussi réduit les moyens de la redistribution fiscale et sociale. Tout cela a suscité une augmentation des inégalités de revenus et de patrimoine, plus forte dans les pays anglo-saxons que dans ceux du continent européen (T. Piketty 2019). Aux États-Unis, le néolibéralisme exacerbé, en livrant la société à l'hégémonie de la logique capitaliste depuis quatre décennies, a entraîné des ravages sociaux qui ont abouti à la multiplication des « morts de désespoir » et à la diminution récente de l'espérance de vie sans équivalent dans les autres pays développés (A. Case et A. Deaton, 2020).

La libéralisation internationale a aussi créé une fracture entre les gagnants et les perdants de la mondialisation au niveau de l'emploi et des rémunérations. Ce clivage recoupe largement la fracture éducative qui divise les salariés, lesquels sont impactés très différemment par le redéploiement de l'économie suivant leur niveau de formation.

Le néolibéralisme a accentué aussi la fracture territoriale, en laissant se déployer la logique marchande favorisant la concentration du développement surtout dans les métropoles, et en réduisant les moyens de limiter les inégalités territoriales par les services publics.

La mise en cause des collectifs

L'essence du néolibéralisme est la mise en cause des collectifs, selon Pierre Bourdieu. Le néolibéralisme est « un programme de destruction méthodique des collectifs (...) Le mouvement, rendu possible par la politique de déréglementation financière, vers l'utopie néolibérale d'un marché pur et parfait s'accomplit à travers l'action transformatrice et, il faut bien le dire,

destructrice de toutes les mesures politiques (...), visant à mettre en question toutes les structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur : nation, dont la marge de manœuvre ne cesse de décroître ; groupes de travail, avec par exemple l'individualisation des salaires et des carrières en fonction des compétences individuelles et l'atomisation des travailleurs qui en résulte ; collectifs de défense des droits des travailleurs, syndicats, associations, coopérative ; famille même qui, à travers la constitution de marchés par classes d'âge, perd une part de son contrôle sur la consommation » (P. Bourdieu, 1998). Cette mise en cause résulte de la concurrence généralisée qui développe l'individualisme nuisant aux collectifs institutionnalisés, et aussi de la limitation des ressources financières.

L'enrôlement des comportements individuels

Dans le tourbillon de la compétition, selon Wendy Brown, le néolibéralisme substitue « l'homo œconomicus » à « l'homo politicus » axé sur la souveraineté populaire (W. Brown, 2004). Il tend à généraliser la logique économique à toutes les sphères de la vie sociale, toute action humaine ou institutionnelle étant conçue comme l'action rationnelle d'un entrepreneur. C'est une « révolution furtive » agissant à l'insu de ses acteurs (W. Brown, 2019). « Une fois la libéralisation actée, ce sont les individus eux-mêmes par leurs micro-choix de consommateurs qui deviennent les moteurs du changement » (G. Chamayou 2018). Les choix individuels *via* le marché créent un ordre social distinct des choix des citoyens.

Selon Barbara Stiegler, l'adaptation des hommes au marché, à la technique et à la mondialisation est devenue un nouvel impératif pour tous les individus (B. Stiegler, 2019). « Jamais autant qu'à notre époque, les règles d'acier de la civilisation capitaliste industrielle moderne n'ont exercé une telle coercition sur les populations » (M. Lowy, 2013).

Le « new management » dans les services publics impose la logique économique par rapport à l'implication citoyenne (F. Escalona 2015). Les réformes du système éducatif tendent à privilégier la fabrication d'un « capital humain » par rapport à l'éducation à l'autonomie et au sens critique nécessaires à la démocratie.

2. La « déconsolidation » de la démocratie

Le néolibéralisme porte une lourde responsabilité dans le discrédit des « élites » et de la politique. Le poids des grands intérêts privés sur les gouvernants est une cause majeure de la crise de représentation (C. Crouch, 2013). L'éloignement d'une partie des habitants des pays riches vis-à-vis des valeurs de la démocratie implique une « déconsolidation » de cette dernière (R.S. Foa et Y. Mounk, 2016).

La défiance du peuple envers les élites

Une fracture politique entre le haut et le bas de l'échelle sociale est en train de se creuser, qui se superpose et souvent se substitue au clivage entre la gauche et la droite. Elle est de plus

souvent observée en Europe (traité constitutionnel européen en 2005, Brexit au Royaume-Uni, etc...). Elle recoupe bien souvent la fracture éducative entre les plus diplômés et les moins diplômés (votes Macron et Le Pen, votes Biden et Trump notamment), la fracture territoriale entre les métropoles et les autres territoires, et le fossé entre les gagnants et les perdants de la mondialisation (D. Goodhart, 2017).

Cette fracture politique résulte d'une défiance des milieux populaires vis-à-vis des milieux dirigeants, liée aux politiques néolibérales suivies avec persévérance en dépit des nombreuses alertes politiques. Les dégâts sociaux de la mondialisation (désindustrialisation, pertes d'emplois) et de la libéralisation du marché du travail (précarité accrue) suscitent notamment un mécontentement devenu permanent. Les politiques de soutien financier massif aux banques qui étaient responsables de la crise financière de 2008 ont creusé encore plus l'hostilité aux milieux dirigeants notamment aux États-Unis.

La défiance du peuple envers le politique

La faible sensibilité des politiques économiques aux résultats des élections, le rapprochement des politiques de droite et de gauche et la multiplication des promesses non tenues par les gouvernants, conséquences de l'application du projet néolibéral, se conjuguent pour alimenter dans la population un sentiment d'inefficacité du vote et d'inutilité de l'action politique. La participation électorale tend à décliner, sauf en cas d'enjeu exceptionnel. La hausse de l'abstention concerne surtout les classes les plus populaires et les jeunes. La démocratie représentative est en crise car les élections depuis des décennies n'ont rien apporté de vraiment déterminant (J. Cagé 2020).

La capture de la politique par les élites économiques

La domination économique sociale aggravée par le néolibéralisme dans la société favorise la capture du jeu politique par les « élites » économiques. Il s'opère une véritable fusion des intérêts privés et publics, avec notamment les va-et-vient récents des dirigeants entre le secteur public et le secteur privé. Par ailleurs, le financement privé de la politique est largement dominé par les plus riches, non seulement aux États-Unis, mais aussi de plus en plus en Europe (J. Cagé, 2018). Simultanément, les milieux populaires sont de moins en moins représentés dans les assemblées d'élus au niveau national et même souvent au niveau local. Tout cela crée un sentiment d'exclusion de « ceux d'en bas » par rapport à « ceux d'en haut ».

Un possible cercle vicieux

Un cercle vicieux peut s'établir entre les politiques néolibérales et la « déconsolidation » de la démocratie : les premières dégradent la situation sociale, d'où la défiance populaire envers le politique, favorisant la capture des politiques par les forces économiques, ce qui renforce les politiques néolibérales. « Plus de dérégulation – ou plutôt plus de remodelage délibéré des réglementations en faveur de la concentration des patrimoines et des revenus – engendre un surcroît d'inégalités, qui se traduit par le

tassement des niveaux de vie pour le plus grand nombre, réduisant d'autant la légitimité d'un régime politique auquel les citoyens n'adhèrent que lorsqu'il se traduit pour eux par des avantages matériels. L'affaiblissement de la légitimité entraîne la déconsolidation, une attention faiblissante pour la chose politique, des comportements et des choix fixés par la surface des choses et non par les enjeux véritables et, par ricochet moins de contrôle public sur la richesse privée (...). Moins les régimes démocratiques tiennent leur promesse de contrôle des excès du capitalisme et de répartition juste des effets de la croissance, moins ils apparaissent comme légitimes ; et moins ils apparaissent légitimes, plus ils sont capturés par une minorité qui les plie à son service, accentuant encore plus les effets de déconsolidation isolés par Mounk et Foa » » (J-F. Spitz, 2018).

3. Les dérives populistes de la démocratie

Les réactions de la société face au néolibéralisme rappellent la dualité des réactions de la société face au libéralisme économique évoquées par Karl Polanyi (1944, 1983). Elles peuvent prendre des formes progressistes comme les mouvements de défense de l'État social, mais aussi des formes régressives, comme les partis populistes allant jusqu'à l'extrême droite.

Du néolibéralisme aux populismes

« Un capitalisme sans limites anémie et érode la démocratie en engendrant la pulsion populiste » (R. Kuttner, 2018, cité par J-F. Spitz, 2018). Le néolibéralisme favorise le populisme en alimentant la défiance envers les milieux dirigeants accusés de servir leurs intérêts au détriment de l'intérêt général (D. Cayla, 2020). Il provoque souvent des formes régressives de populisme au sein de la population. D'abord, la mondialisation néolibérale, qui intensifie la concurrence et homogénéise les modes de vie, incite à des réactions défensives, nationalistes et identitaires. Ensuite, la compétition intense, qui accroît l'individualisme, fait refluer les solidarités de classe. Cela permet aux dirigeants qui ont pris le virage identitaire, de détourner les mécontentements en désignant des boucs émissaires (les immigrés, les minorités, les corps intermédiaires, le cosmopolitisme, etc.). Ils utilisent aussi la démagogie antifiscale à l'encontre des politiques de redistribution. En outre, les concessions au néolibéralisme faites par les gouvernements et les partis de gauche ont accru la défiance des milieux populaires à leur encontre (J. Julliard, J.-C. Michéa, 2014).

Par ailleurs, la méfiance du peuple envers les milieux dirigeants peut dériver au-delà du populisme, jusqu'à l'accusation d'agir de façon délibérée et concertée contre le reste de la société. Cela ouvre la voie aux thèses complotistes relayées par les réseaux sociaux et au reflux préoccupant de la place de la raison dans le débat démocratique.

Formes de populismes

Aux États-Unis, le « trumpisme » a profondément détérioré la démocratie jusqu'à mettre en cause ses symboles et ses

institutions, comme vient de le montrer de façon sidérante l'occupation du Capitole par ses partisans. La crise politique est telle dans ce pays que le soutien à la démocratie a régressé. L'attachement aux droits individuels (libertés personnelles et institutions de prévention des abus de pouvoir) a diminué dans une partie de la population qui n'exclut pas le recours à des solutions autoritaires (Y. Mounk, 2018). Le reflux de l'attachement à la démocratie depuis les années 1990 est plus fort aux États-Unis qu'en Europe et plus marqué chez les jeunes que chez les plus âgés (R.S. Foa et Y. Mounk, 2016).

En Europe occidentale, l'installation des partis d'extrême droite dans le paysage politique sert surtout de repoussoir pour assurer le maintien des gouvernements néolibéraux, en France notamment. Partout, les réactions qualifiées de populistes renforcent les milieux dirigeants dans leur hostilité aux consultations directes du peuple (A. Bellon, 2020).

Dans d'autres pays européens, des régimes « illibéraux » (Hongrie et Pologne) dévalorisent les droits personnels par rapport à la souveraineté populaire. Ils menacent doublement la démocratie : le libéralisme économique dégrade la capacité du peuple à faire valoir ses intérêts et l'illibéralisme politique dégrade la protection de l'individu et de la société face à l'arbitraire (F. Escalona 2019).

*

Au total, non seulement les politiques néolibérales multiplient les destructions sociales et écologiques en faisant prévaloir la logique capitaliste dans la société, mais elles dégradent aussi la démocratie, en mettant en cause la souveraineté populaire et en favorisant des tendances autoritaires des dirigeants et des réactions régressives des électeurs.

Une rupture avec ces politiques est donc nécessaire pour revitaliser la démocratie. Dans cette perspective, il faut agir prioritairement dans deux directions : reconnecter les politiques à la souveraineté populaire par des réformes politiques et reconstituer la base égalitaire de la démocratie par des réformes économiques et sociales majeures. La réussite supposera de vaincre les résistances de ceux qui ont intérêt au maintien de l'ordre actuel et de s'appuyer sur l'aspiration majoritaire des peuples à plus de démocratie.

Bibliographie

Aron R., 1997, *Introduction à la philosophie politique, Démocratie et révolution*, Livre de poche.

Audier S., 2012, *Néo-libéralisme(s)-une archéologie intellectuelle*, Grasset.

Bianchini D., 2019, « Comment le néolibéralisme est devenu illibéral ? », *LVSL* 28 novembre.

Bellon A., 2020, « Pourquoi tant de haine pour le peuple ? », *Les Possibles*, n° 25, Automne.

Bourdieu P., 1998, « L'essence du néolibéralisme », *Le Monde*

diplomatique, mars.

Brown W., 2004, « Néolibéralisme et fin de la démocratie », *Vacarme*, n° 29, automne.

Brown W., 2019, *Défaire le demos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, Amsterdam,

Cabannes M., 2015, *La gauche à l'épreuve du néolibéralisme*, Le Bord de l'eau.

Cagé J., 2018, *Le prix de la démocratie*, Fayard.

Camdessus M., 1997, Interview, *Nouvel Observateur*, 2-3 octobre.

Caré S., Chaton G., 2016, « Néolibéralisme (s) et démocratie (s) », *Revue de philosophie économique*, 2016/1, vol.17.

Case A., Deaton A., 2020, *Deaths of despair and the future of capitalism*, Princeton University Press.

Cayla D., 2020, *Populisme et néolibéralisme*, De Boeck.

Chamayou G., 2018, *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, La Fabrique.

Chamayou G., 2020, *Du libéralisme autoritaire*, Zones.

Chaton G., 2016, « Libéralisme ou démocratie ? Raymond Aron, lecteur de Friedrich Hayek », *Revue de philosophie économique* 2016/1, vol.17.

Chomsky N., 1998, « Finances et silence », *Le Monde diplomatique* décembre.

Coussy J., 2003, « Les politiques publiques dans la mondialisation », *L'Économie politique*, 17.

Crouch C., 2013, *Post-démocratie*, Diaphanes.

Crouch C., 2014, *L'étrange survie du néolibéralisme*, Diaphanes.

Crozier M, Huntington S et Wanatuki J., 1975, *The crisis of democracy. Report of the governability of democracies to the Trilateral Commission*, New York.

Escalona F. 2019, « Depuis 1989, les démocraties redécouvrent leur fragilité », *Mediapart*, 10 août

Farah M., 2020, *Fake State. L'impuissance organisée de l'État en France*, H et O.

Foa R.S., Mounk Y, 2016, « The danger of deconsolidation », *Journal of Democracy*, juillet.

Friedman M., 1975, « [Milton Friedman y sus recomendaciones a Chile](#) ».

Geiselberger H. et ali : 2017, *L'âge de la régression*. Ed. Premier parallèle.

Goodhart D., 2017, *The road to somewhere. The populist revolt and the future of politics*, Londres, Hurst and company.

- Hayek F., 1983, *Droit, législation et liberté. Une nouvelle formulation des principes libéraux de justice et d'économie politique*, Vol.3, *L'ordre politique d'un peuple libre*, PUF.
- Julliard J., Michéa J.-C., 2014, *La gauche et le peuple*, Seuil.
- Kaufmann J.-C., *La fin de la démocratie. Apogée ou déclin d'une civilisation ?*, Les Liens qui libèrent, 2019.
- Kuttner R., 2018, *Can democracy survive global capitalism ?*, Norton.
- Mounk Y., *Le peuple contre la démocratie*, Ed de l'Observatoire, 2018.
- Piketty Th., 2019, *Capital et idéologie*, Seuil.
- Polanyi K., 1983, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Gallimard.
- Rancière J., *La haine de la démocratie*, La Fabrique, 2005.
- Rodrik D., 2008, *Nations et mondialisation*, La Découverte.
- Rougier L., 1949, *Les mystiques économiques. Comment l'on passe des démocraties libérales aux États totalitaires*, Librairie Médicis.
- Solchany J., 2016, « Le problème plus que la solution : la démocratie dans la vision du monde néolibérale », *Revue de philosophie économique*, 2016/1, vol 17.
- Solchany J., 2012, « Vertus et limites du déconstructivisme », *La Vie des idées*, 3 juillet.
- Spitz J-F., 2018, « Le capitalisme démocratique. La fin d'une exception historique ? », *La Vie des idées* 10 juillet.
- Stiegler B., 2019, *Il faut s'adapter. Sur un nouvel impératif politique*, Gallimard.
- Tarragoni F., 2019, « Le néolibéralisme contre la démocratie », *La Vie des idées*, 20 mars.